

CHAPITRE 1

L'INÉGALITÉ DES RESSOURCES EN PERSPECTIVE COMPARÉE

L'inégalité des revenus est « réapparue » comme un fait marquant des dernières décennies. La pertinence de cette entrée en scène s'apprécie aisément lorsqu'on tente de tracer les contours du phénomène. Lorsqu'on prend en considération l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, trois constatations s'imposent. On ne peut ignorer que l'inégalité des revenus est une caractéristique forte dans ces sociétés, mais que cette inégalité varie beaucoup d'une société à l'autre ; il reste que, malgré cette variation, une tendance commune est à l'œuvre. Ajoutons que la prise en compte de l'inégalité des revenus disponibles conduit à s'intéresser aux salaires ou aux gains d'emploi, évidemment, mais également aux dépenses sociales et à la taxation, d'où la référence à l'action des politiques publiques. Une vue panoramique de cette réalité devrait permettre de cerner les causes du phénomène ou les variables qui l'accompagnent.

Le bien-être économique se révèle bien indirectement et de façon assez grossière lorsqu'on essaie de le comparer d'un pays à l'autre.¹ Au plan de la richesse par habitant, les États-Unis sont certainement le pays le plus riche, mais on ne peut en déduire que la population américaine est la plus riche. L'étude comparée de la distribution du revenu monétaire disponible, après transferts sociaux et impôt positif et négatif, révèle une image qui va à l'encontre de l'intuition supportée par le sens commun.

¹ Smeeding, Timothy S. et Lee Rainwater, *Comparing living standards across nations: real incomes at the top, the bottom, and the middle*. Sydney: University of New South Wales, 2002.

- 50 *De la pauvreté à l'exclusion sociale : les pouvoirs publics interpellés*
Gérard Boismenu et al., Étude déposée au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, Montréal, Centre d'excellence sur l'Union européenne, Centre de recherche sur la politique et le développement social, janvier 2009, 611 pages.

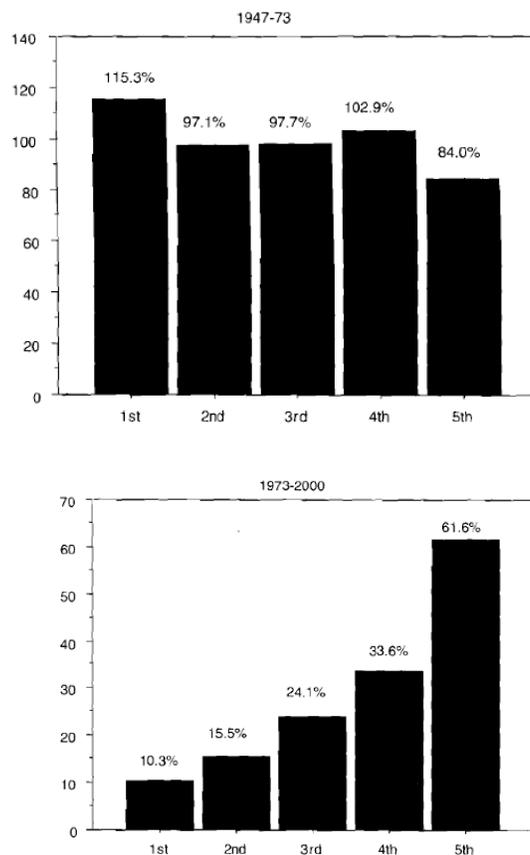
Parmi treize pays développés, les États-Unis arrivent nettement en tête pour le niveau de vie, compris en termes de Produit national brut par habitant. En considérant un indice 100 associé aux États-Unis, la position relative des pays va de 85 à 65, soit de la Suisse à la France. La moyenne des pays se situant à un indice de 76. Donc : position de tête incontestée des États-Unis.

L'INÉGALITÉ : ACTUALITÉ DU PHÉNOMÈNE AUX ÉTATS-UNIS

L'évolution de l'inégalité depuis la Deuxième Guerre mondiale aux États-Unis n'est pas en lien avec la croissance économique, ni la productivité du travail. De 1973 à 2006, le Produit national brut réel *per capita* a cru de plus de 85 %, alors que la productivité du travail (production moyenne par heure par travailleur) a augmentée de près de 50 %. Ces données témoignent d'une prospérité reconnue. Cette prospérité n'a pas été soumise à une redistribution entre les composantes de la population, de telle manière que, loin de se résorber, l'inégalité s'est accentuée. Le contraste est frappant. Alors que durant les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, la croissance de la production et de la productivité avaient donné une impulsion à la classe moyenne et avait été accompagnée par un net resserrement de la distance économique entre les mieux et les mal nantis, au cours des trente dernières années (1973-2006), il n'en est rien : l'inégalité serait revenue à des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis la crise des années 1930.²

² Fremstad, Shawn et al., *Movin' On Up: Reforming America's Social Contract to Provide a Bridge to the Middle Class*. Washington: Centre for Economic and Policy Research, 2008. 15 p.

Figure 1. 1
Croissance du revenu familial par quintile aux États-Unis,
1947-1973 (revenu réel avant taxation)



Source: Lawrence Mishel, Jared Bernstein, and Heather Boushey, *The State of Working America 2002/2003* (Ithaca: Cornell University Press, 2003), 57.

Figure 3.1 Growth of family income by quintile in the United States, 1947-2000

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 34

Le contraste est particulièrement frappant. Un regard sur la croissance du revenu familial aux États-Unis montre qu'au cours de l'après-guerre (1947-1973) le revenu réel avant taxation des

familles a quasiment doublé (99,4 %). Toutes les catégories ont
 participé à la croissance des revenus — surtout les mal nantis —
 à telle enseigne que leur part (illustrée par premier quintile des
 familles) s'est quelque peu améliorée dans la distribution
 d'ensemble des revenus. Ce qui est d'autant plus frappant que la
 situation évolue très différemment par après (de 1973-2000) : la
 croissance globale est de moins de 29 % et, qui plus est, la
 croissance est très inégalement répartie, en défaveur des populations
 au bas de l'échelle, ce dont témoignent les figures précédentes.

Figure 1.2
Inégalité du revenu des familles, en prenant
les 20 % au sommet et les 20 % au bas de la distribution des revenus,
États-Unis de 1847 à 1998

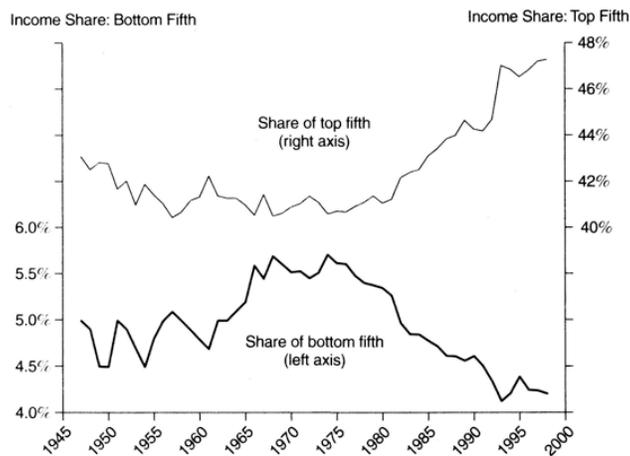


Figure 1.2 Family Income Inequality, 1947 to 1998: Shares of Aggregate In-
 come Received by Top and Bottom Fifths of Family Income Distribution (Source:
 U.S. Bureau of the Census.)

Source : Burtless, Gary et Timothy M. Smeeding, « The Level, Trend, and
 Composition of Poverty », in *Understanding poverty*, Sheldon Danziger et Robert H.
 Haveman (dir.), New York/Cambridge, Russell Sage Foundation & Harvard
 University Press, 2001, p.38.

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du
 FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » mené
 en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR),
 Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du
 Québec (SHQ).

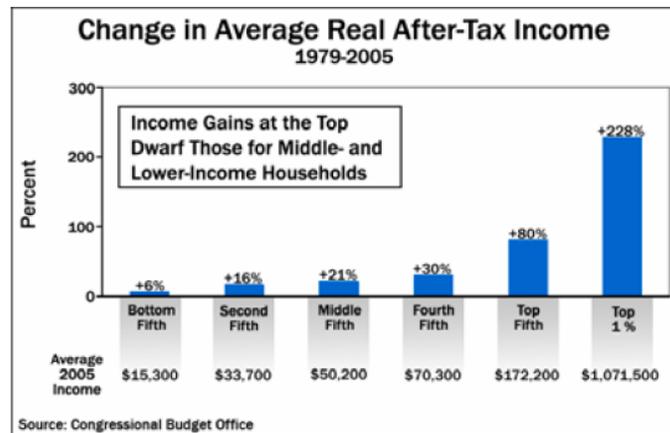
L'inégalité des revenus n'est donc pas affaire de rareté de biens : elle peut aller de pair avec un développement économique marquant, si bien qu'il faut y voir une caractéristique forte de la société américaine contemporaine. Le recul historique permet d'apprécier l'acuité de la situation telle qu'elle se présente ces dernières années. Lorsqu'on observe la part de la richesse concentrée par les familles les plus riches (les 20 %, de fait) et la part destinée aux familles les moins fortunées (les 20 % toujours), on note que le resserrement tout relatif des écarts se situe dans une période relativement courte qui va de 1965 à 1980. Autrement, la bipolarisation est frappante et elle s'accroît depuis le milieu des années 1980, pour connaître une exacerbation de l'opposition entre ces deux pôles, opposition inédite depuis 1945.³

La période la plus récente ne permet pas d'opérer une correction, bien au contraire. Les données les plus récentes accentuent la distribution fortement inégale des revenus et pousse encore plus loin le phénomène de bipolarisation. Si les plus faibles revenus font quasiment du surplace, les quintiles qui suivent voient la croissance de leur participation à la richesse s'accroître au fur et à mesure que l'on se dirige vers le sommet. Là où la poussée est fulgurante, pour ce qui est de la croissance des revenus, c'est pour le 1 % des familles les plus riches.

³ Burtless, Gary et Timothy M. Smeeding, « The Level, Trend, and Composition of Poverty », in *Understanding poverty*, Sheldon Danziger et Robert H. Haveman (dir.), New York/Cambridge, Russell Sage Foundation & Harvard University Press, 2001, p. 27-68.

- 54 *De la pauvreté à l'exclusion sociale : les pouvoirs publics interpellés*
 Gérard Boismenu et al., Étude déposée au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, Montréal, Centre d'excellence sur l'Union européenne, Centre de recherche sur la politique et le développement social, janvier 2009, 611 pages.

Figure 1.3
Changement du revenu réel après impôt par quintile de la population de familles, États-Unis, 1979-2005



Source : Sherman, Arloc, *Income Inequality Hits Record Levels, New CBO Data Show - Incomes Rose \$ 180,000 for Top 1 Percent in 2005. But Just \$400 for Middle-Income Households*. Washington: Centre on Budget and Policy Priorities, 2007. p. 2.

Cette bipolarisation exacerbée confine précisément à la caricature lorsqu'on retient, au sommet de l'échelle des revenus, que le microcosme des plus riches (et sans doute célèbres !...). En 2005, le 1 % des familles ayant les revenus après impôt les plus élevés ont vu leurs revenus augmenter en moyenne de 180 000 \$, alors que les familles du troisième quintile connaissaient une augmentation de 400 \$ et celles du premier quintile (revenus les plus faibles) d'à peine 200 \$. La conclusion est assez brutale : les revenus sont plus concentrés au sommet qu'en aucun temps depuis 1929.⁴

⁴ Sherman, Arloc, *Income Inequality Hits Record Levels, New CBO Data Show - Incomes Rose \$ 180,000 for Top 1 Percent in 2005. But Just \$400 for Middle-Income Households*. Washington: Centre on Budget and Policy Priorities, 2007. 4 p.

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » mené en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ).

UNE TENDANCE, AVEC DES DISTINCTIONS SIGNIFICATIVES

L'inégalité qui se creuse n'est pas l'apanage des États-Unis. Ce dernier pays, leader mondial des pays capitalistes, est le champion de l'inégalité, sans pour autant être atypique. Nous assistons plutôt à un mouvement d'accentuation des inégalités au cours des dernières décennies, mais le point de départ de cette accentuation et son amplitude ne sont pas nécessairement du même ordre.

L'utilisation du coefficient de Gini permet de donner la mesure de ces parcours différenciés. On sait que ce coefficient, entre 0 et 100, permet de « mesurer » l'inégalité dans la distribution des revenus, au sens où 0 signifie que nous avons une parfaite égalité (de revenu dans ce cas-ci) et 100 indique un niveau extrême d'inégalité : dans ce cas limite, une seule famille recevrait tous les revenus. Ce coefficient, appliqué au « revenu disponible des familles » — cela permet de tenir compte de l'effet de la taxation —, et se rapportant à plusieurs pays, permet de comparer l'ampleur de l'inégalité dans la distribution des revenus et de faire ressortir les écarts d'un pays à l'autre, écarts qui peuvent être assez importants.

Dans l'ensemble, on note une accentuation de l'inégalité du revenu disponible des familles dans les décennies 1980 et 1990, mais cela souffre certaines exceptions. Dans quelques pays, la variation est près de zéro, si bien que l'on peut être tenté de parler de stabilité. Pensons au Danemark, à la Suisse, à l'Irlande et à la France. Autrement, mis à part les Pays-Bas où il y a un resserrement des inégalités, nous assistons plutôt à un approfondissement des inégalités. Cette remarque générale est

trompeuse, si on ne prend pas en compte que les seuils de référence ne sont pas les mêmes.

Tableau 1.1
Distribution du revenu disponible des familles,
exprimée par le coefficient Gini, 1979-2000

	Earliest	Lowest	Most recent	Average annual change since earliest	Average annual change since lowest
Nordic SMEs	22.1		25.2		
Denmark (1987-97)	25.4		25.7	.03	
Finland (1987-00)	20.9		24.7	.29	
Norway (1979-00)	22.3		25.1	.13	
Sweden (1981-00)	19.7		25.2	.29	
Continental SMEs	25.3		26.7		
Austria (1987-97)	22.7		26.6	.39	
Belgium (1985-00)	22.7		27.7	.33	
Germany (1981-00)	24.4		26.4	.11	
Netherlands (1983-99)	26.0		24.8	-.08	
Switzerland (1982-92)	30.9		30.7	-.02	
LMEs	29.3		33.0		
Australia (1981-94)	28.1		31.1	.23	
Canada (1981-00)	28.4	28.1 (1991)	30.2	.09	.23
Ireland (1987-00)	32.8		32.3	-.04	
United Kingdom (1979-99)	27.0		34.5	.38	
United States (1979-00)	30.1		36.8	.32	
France (1979-94)	29.3	28.7 (1989)	28.8	-.03	.02
Italy (1986-00)	30.6	29.0 (1991)	33.3	.19	.48

Source: Luxembourg Income Study, <http://www.lisproject.org/keyfigures/ineqtable.htm>, October 2004. Most recent Danish observation calculated by Lane Kenworthy from raw LIS data.

Note: The figures refer to disposable household income adjusted for household size (see note 3).

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 36.

Les pays d'ésm nordiques se situent au départ à un seuil très bas (22,1), révélant par là une structure particulièrement égalitaire de la distribution du revenu disponible des familles. L'augmentation moyenne de 3 points laisse ce groupe de pays dans une situation enviable (25,2), même s'il faut mettre en lumière deux considérations. D'abord, au sein de ce groupe, deux pays (Suède et Finlande) laissent pointer une progression

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » menée en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ).

assez nette de l'inégalité, mais, en même temps, il s'agit de pays, au départ, singulièrement égalitaires. Ensuite, cette progression relative des pays d'Ésm nordiques associée à une stabilité des pays d'Ésm continentaux ont pour effet combiné que ces deux groupes ont des coefficients similaires (25,2 contre 26,7). Ce sont les pays continentaux les plus égalitaires au départ (Autriche et la Belgique) qui ont connu la plus grande progression.

Déjà bien décalés des Ésm, les pays de l'Élm creusent davantage cet écart avec 6,3 points entre les deux coefficients. Dans ce groupe, c'est le Royaume-Uni et les États-Unis qui ont, et de loin, les coefficients les plus élevés (34,5 et 36,8), ce qui est révélateur de fortes inégalités de revenu disponible des familles. C'est même au Royaume-Uni que l'inégalité s'accroît le plus. Dans l'ensemble, on assiste à un mouvement qui présente des distinctions significatives. La grande similarité des Ésm nordiques et des Ésm continentales — surtout si on retire la Suisse de ce dernier groupe, qui a une performance extrême — permet de présenter un profil nettement plus égalitaire que pour les pays Élm. Ces groupes de complémentarité institutionnelle témoignent d'un agencement à la fois discriminant et relativement stable. Au début de la période, le pays Élm le plus égalitaire (R-U) est plus inégalitaire que le pays le plus le moins égalitaire (Pays-Bas) des pays Ésm. Cette caractéristique est aussi présente dix ans plus tard, mais l'identité des pays change : on a le Canada et l'Allemagne

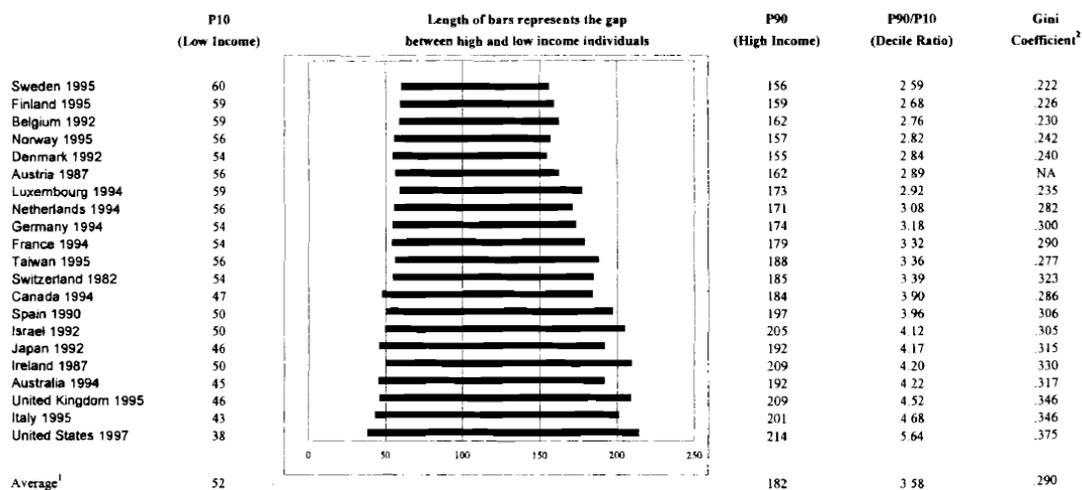
L'INÉGALITÉ COMME « DISTANCE ÉCONOMIQUE »

Sous un autre angle, l'inégalité peut être traitée en termes de « distance économique » entre les regroupements stratifiés de population selon leur part dans la distribution sociale des

revenus. Cela permet de souligner l'importance relative des écarts. Particulièrement entre les plus pauvres (le premier décile) et ceux qui sont au centre de la distribution (la médiane), de même que l'écart entre la médiane et ceux qui sont les plus riches (le dernier décile). En somme, on peut résumer ces relations par les ratios suivants P50/P10, P90/P50 et P90/P10.

Figure 1. 4
Distance économique pour les revenus disponibles selon les relations
entre les déciles, divers pays, vers 1995

Figure 1. Decile Ratios and Gini Coefficient for Adjusted Disposable Income
 (numbers given are percent of median in each nation and Gini coefficient)



Source: Author's calculations from Luxembourg Income Study.

Notes: ¹ Simple average.

² Gini coefficients are based on incomes which are bottom coded at 1 percent of disposable income and top coded at 10 times the median disposal income

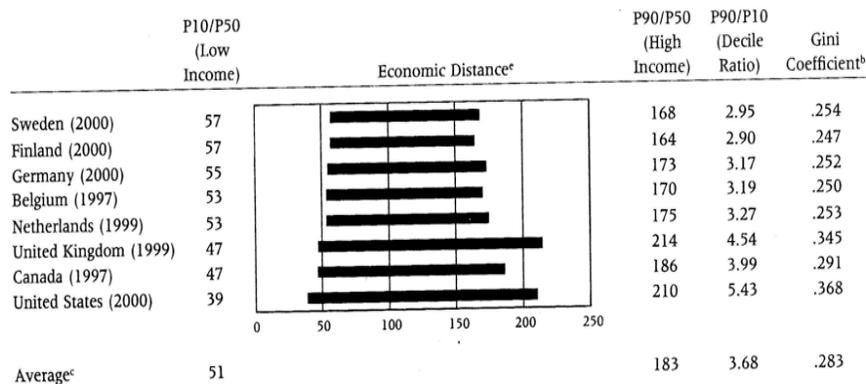
Source : Smeeding Timothy M. (avec A. Grodner). « Changing Income Inequality in OECD Countries : Updated Results from the Luxembourg Income Study (LIS) », dans R. Hauser et I. Becker (dir.), *The Personal Distribution of Income in an International Perspective*, Springer, 2000, p. 211.

Les données sur la distance économique montrent clairement que les écarts sont les plus prononcés aux États-Unis, tout près

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » mené en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ).

de l'Italie, du Royaume-Uni et de l'Irlande, alors qu'à l'extrême opposé nous avons les pays scandinaves et les pays d'Ésm continentaux. Ces données datent du milieu des années 1990, de façon générale. Mais on constate que cette distance économique semble jouir d'une assez grande stabilité, car les données de la fin de la décennie sont globalement concordantes, même si elles portent sur moins de pays.

Figure 1. 5
Distance économique pour les revenus disponibles selon les relations
entre les déciles, divers pays, vers l'an 2000



Source : Smeeding, Timothy M., « Government Programs and Social Outcomes: Comparison of United States with Other Rich Nations », in *Public policy and the income distribution*, Alan J. Auerbach, David E. Card et John M. Quigley (dir.), New York, Russell Sage Foundation, 2006, p. 188

Sans approfondir tous les éléments de ces figures, on doit garder à l'esprit qu'aux États-Unis les personnes aux revenus les plus bas (premier décile) disposent de seulement 38 ou 39 % des revenus de la médiane, alors que les personnes qui occupent la même position dans la distribution des revenus touchent plus de 50 %, voire près de 60 % du revenu médian dans les pays de l'Ésm nordique et/ou continentale. Le reste est à l'avenant : les plus hauts revenus (décile P90) sont à plus de 214 % de la médiane pour les États-Unis et les pays similaires, alors qu'ils

- 60 *De la pauvreté à l'exclusion sociale : les pouvoirs publics interpellés*
Gérard Boismenu et al., Étude déposée au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, Montréal, Centre d'excellence sur l'Union européenne, Centre de recherche sur la politique et le développement social, janvier 2009, 611 pages.

sont à mois de 175 % dans les divers de l'Ésm. Ajoutons, pour terminer, que le ratio de la strate la plus fortunée sur la strate la plus mal nantie est de l'ordre de 4 à 5,5 pour les pays d'Élm, soit à bonne distance des pays d'Europe continentale et nordique (de 2,50 à 3,30). On peut mesurer la distance non seulement au sein des pays, mais également la différenciation entre les pays.

INÉGALITÉ ET PAUVRETÉ : UNE ÉQUATION QUI N'EST PAS SIMPLE

L'inégalité et les écarts de revenus ne signifient pas qu'il y ait nécessairement un appauvrissement de la population. Il est possible de jouer avec certaines hypothèses qui soulignent que la relation entre ces deux termes n'est pas mécanique. Par exemple, il est possible d'imaginer que tous les revenus augmentent à un rythme comparable et qu'il y a un minimum de richesse pour tout le monde. Mais on a précédemment souligné qu'il n'en est rien, pour les États-Unis à tout le moins : la croissance des revenus pour les personnes au bas de l'échelle est quasiment insignifiante. Rappelons également qu'en 1998 — et les choses se sont accentuées par après — le cinquième des familles ayant le moins de revenus recevait 4,2 % du revenu total, alors que le cinquième des familles les plus fortunées en drainait 47,3%.⁵ À l'opposé, on peut imaginer que la réduction des inégalités serait la conséquence de l'effondrement des revenus de la strate supérieure et non dû à la hausse de la part des moins fortunés.

Quels que soient les cas d'école, on peut admettre que la proportion de la population pauvre est généralement liée à l'importance relative de l'inégalité dans la distribution des

⁵ Burtless, Gary et Timothy M. Smeeding, « The Level, Trend, and Composition of Poverty », in *Understanding poverty*, Sheldon Danziger et Robert H. Haveman (dir.), New York/Cambridge, Russell Sage Foundation & Harvard University Press, 2001, p. 37.

revenus. L'étude des causes de la pauvreté permet de percevoir assez nettement un lien entre pauvreté et inégalité. C'est pour cette raison qu'il faut se poser la question, pour tenter d'y répondre dans les pages qui suivent.

D'OÙ VIENT CETTE INÉGALITÉ ? QUELLES EN SONT LES CAUSES ?

Avant de s'attaquer à la question de la pauvreté, il est important de comprendre les variables qui semblent soutenir la plus ou moins grande intensité de l'inégalité. La question peut se poser par l'énigme suivante. On constate que les inégalités s'accroissent et que les différences entre pays persistent. Mais à quoi cela est dû ? ou comment peut-on l'expliquer ?

On peut tenter de résoudre cette énigme en insistant sur les changements démographiques, sur l'explosion des cours boursiers, sur les coupures dans les programmes de transferts sociaux et de sécurité du revenu, sur les réformes de la taxation régressive, de même que sur le marché du travail. Jonas Pontusson s'attaque à cette énigme en examinant une série de facteurs.⁶ Nous allons suivre son cheminement, car il apporte un éclairage des plus pertinents.

L'inégalité posée en termes de salaire

La distribution « primaire » des revenus se fait d'abord — dans la société salariale — par le marché du travail. L'indice des revenus du travail avant taxation permet de se concentrer sur les employés salariés ou autonomes et sur les familles en âge de travailler (cela exclut les retraites). La distribution des salaires bruts aux familles en âge de travailler témoigne d'une croissance

⁶ Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 40 et s.

- 62 *De la pauvreté à l'exclusion sociale : les pouvoirs publics interpellés*
 Gérard Boismenu et al., Étude déposée au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, Montréal, Centre d'excellence sur l'Union européenne, Centre de recherche sur la politique et le développement social, janvier 2009, 611 pages.

de l'inégalité et ce, quelle que soit la configuration institutionnelle politico-économique.

Comparativement aux données sur le revenu disponible des familles, la croissance de l'inégalité est sensiblement plus prononcée pour les salaires bruts pour personnes en âge de travailler. Dans tous les pays, sauf exception (Pays-Bas), le coefficient Gini pour les salaires bruts connaît une croissance très significative. Cette croissance est plus forte ici que lorsqu'on traite du revenu disponible.

Tableau 1. 2
Distribution des salaires bruts parmi les familles en âge de travailler, exprimée par le Coefficient Gini, 1979-2000

	Earliest	Lowest	Most recent	Average annual change since earliest	Average annual change since lowest
Nordic SMEs	29.7		34.9		
Denmark (1987-97)	30.8		34.7	.39	
Finland (1987-00)	30.1		35.9	.45	
Norway (1979-00)	28.4	26.5 (1986)	31.8	.16	.38
Sweden (1981-00)	29.5		37.3	.41	
Continental SMEs	32.8		35.0		
Belgium (1997)			38.4		
Germany (1981-00)	28.5		34.6	.32	
Netherlands (1983-99)	38.3		34.1	-.26	
Switzerland (1982-92)	31.5		32.7	.12	
LMEs	35.5		42.1		
Australia (1981-94)	39.5	36.2 (1985)	39.7	.02	.39
Canada (1981-00)	33.5		39.6	.36	
United Kingdom (1979-99)	33.2		45.6	.62	
United States (1979-00)	35.6		43.4	.37	

Note. Working-age households are defined as households headed by someone between the ages of 25 and 59. As in table 3.2, the figures adjust for household size. Calculations by Lane Kenworthy from LIS database.

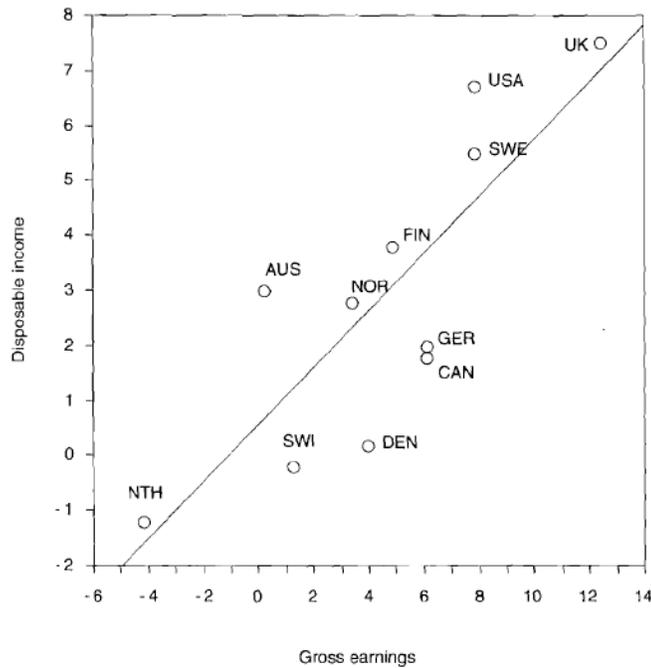
Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 40.

L'accentuation de l'inégalité dans la distribution des salaires bruts est assez frappante pour les pays d'Ésm nordiques et, à

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » mené en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ).

l'inverse, pour les Élm. Cela fait en sorte que cet indice d'inégalité est relativement semblable dans les Ésm au tournant de l'an 2000, alors qu'il était utile de distinguer les pays nordiques des pays continentaux une vingtaine d'année auparavant. Sauf pour l'Australie, les pays d'Élm montrent un indice d'inégalité plus important et carrément démarqué pour le Royaume-Uni et les États-Unis. C'était déjà le cas précédemment et cette « distinction » s'est confirmée dans le temps.

Figure 1. 6
Changement des coefficients Gini pour le revenu disponible (tous les ménages) vs le changement des coefficients Gini pour les salaires bruts (ménages en âge de travailler)



Correlation: .818
Note: Time periods vary by country, see tables 3.2 and 3.3.

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*,

- 64 *De la pauvreté à l'exclusion sociale : les pouvoirs publics interpellés*
Gérard Boismenu et al., Étude déposée au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, Montréal, Centre d'excellence sur l'Union européenne, Centre de recherche sur la politique et le développement social, janvier 2009, 611 pages.

N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 42.

Lorsqu'on observe le changement concomitant (1980-2000) des salaires bruts et du revenu disponible selon les pays, il ressort que la croissance de l'inégalité est de toute évidence liée à la distribution « primaire » des salaires. L'intervention pouvant infléchir l'ampleur du phénomène ne le résorbe pas. Il est vrai que l'avènement, puis le développement de l'État social devaient contribuer à cette inflexion.

On reviendra plus longuement sur cette dimension dans le chapitre sur l'intervention publique. Retenons dès à présent que les premières indications semblent plaider dans le sens d'une inflexion significative de l'État social, inflexion qui est différenciée selon l'engagement relatif des pouvoirs publics dans la redistribution de la richesse, soit par des transferts sociaux, soit par la mise à disposition de services. Il sera possible de soutenir que l'État social a contré, jusqu'à un certain point et très variablement, les forces du marché.

Pour l'heure, retenons la concomitance qui existe entre la croissance des inégalités des salaires et la croissance de l'inégalité du revenu disponible. Cela suggère que l'inégalité des revenus d'emploi constitue la première cause de l'augmentation de l'inégalité des revenus disponibles des familles de 1980 à 2000. Ce constat soulève la question du moteur de cette croissance de l'inégalité.

L'inégalité des salaires et le travail à plein temps

À l'interrogation concernant les forces sous-jacentes à la croissance de l'inégalité des salaires, s'ajoute celle mettant en lumière la différenciation de la croissance de l'inégalité selon les pays.

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » mené en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ).

Pour Pontusson,⁷ la réponse réside non seulement dans la croissance des disparités pour les salaires, mais aussi dans la distribution des emplois pour les familles. L'état du marché du travail prend toute son importance, sachant que c'est la principale source de partage ou de distribution des revenus pour l'ensemble de la population.

En retenant l'information sur le revenu brut d'emploi pour les personnes, il est possible d'établir la distance entre les deux extrêmes de la distribution des salaires ; le ratio 90/10 sert ici d'instrument de lecture pour rendre compte de l'inégalité des salaires. Cet indicateur illustre que l'inégalité salariale a augmenté de 25 % de 1973 à 1998. En d'autres termes, le décile des personnes au sommet des revenus recevait en moyenne 3,65 fois les salaires du décile des plus pauvres en 1973 ; vingt-cinq ans plus tard, ce rapport était désormais à 4,63 fois. Ajoutons que si on distingue entre les hommes et les femmes, on constate un écart important, mais qui a tendance à se rétrécir durant ces 25 ans.

En reprenant ces ratios 90/10 pour les employés à plein temps par pays et par types de configurations institutionnelles, il ressort (en comparant 1980-2000) que la structure des salaires aux États-Unis est la plus inégalitaire qui existe (le décile supérieur est à [presque] 5 fois le décile inférieur), alors qu'à l'opposé la Norvège présente une structure nettement égalitaire (la même relation est de seulement 2 fois). La typologie des configurations institutionnelles fournit une bonne clé de lecture pour les structures salariales : les trois types sont distincts et assez conséquents (à part la Belgique) ; de plus, ils présentent un

⁷ Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 44 et s.

spectre assez large de niveaux d'inégalité des salaires.

Tableau 1. 3
Les ratios 90/10 pour les employés à temps plein, selon la typologie
des configurations institutionnelles, 1980-200

	Earliest	Lowest	Most recent	Average annual change since earliest	Average annual change since lowest
Nordic SMEs	2.18		2.23		
Denmark (1980-90)	2.13		2.16	.003	
Finland (1980-00)	2.47	2.29 (1996)	2.41*	-.003	.024
Norway (1980-00)	2.07		2.03*	-.002	
Sweden (1980-98)	2.03	1.95 (1983)	2.30*	.014	.021
Continental SMEs	2.66		2.64		
Belgium (1986-94)	2.40		2.24	-.022	
Germany (1984-95)	3.00	2.69 (1988)	2.86	-.013	.024
Netherlands (1980-97)	2.54	2.40 (1983)	2.83	.017	.031
Switzerland (1991-97)	2.71		2.62	-.013	
LMEs	3.31		3.77		
Australia (1980-00)	2.83	2.72 (1985)	3.07*	.010	.023
Canada (1981-94)	4.02		4.18	.012	
Ireland (1997)			3.93		
New Zealand (1984-97)	2.89	2.87 (1986)	3.41	.040	.049
United Kingdom (1980-00)	2.98		3.40	.021	
United States (1980-00)	3.83		4.64*	.039	
Italy (1986-96)	2.22		2.39	.017	
Japan (1980-98)	3.00		2.98	-.001	

Sources: Electronic data provided by the OECD Directorate for Education, Employment, Labour, and Social Affairs, supplemented by observations for 2000 (marked by an asterisk) reported in OECD, *Employment Outlook* (2004), 141.

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 45.

Pour aller à l'essentiel, les pays participant à l'Ésm nordique présentent la distribution la plus égalitaire des salaires (personnel à plein temps), et en cela ils posent la distance par rapport aux pays de l'Ésm continentale. Par contre, ces derniers pays de l'Ésm continentale ont tout de même une distribution beaucoup plus égalitaire que les pays de l'Élm. Cette différenciation a manifestement un caractère structurel car, malgré les changements au cours des vingt ans observés, les positions

relatives et les distances ne sont pas modifiées : elles sont confirmées et amplifiées, particulièrement pour ce qui est du décalage des pays d'Élm, et ici on pense davantage aux États-Unis, au Canada et à l'Irlande. Donc : comprenons qu'il n'y pas de tendance à la convergence entre les trois types de configuration.

Dans l'ensemble, la distribution des salaires pour le personnel à plein temps est devenue plus inégalitaire dans la plupart des pays de l'OCDE au cours des dernières décennies. À n'en pas douter cette inégalité croissante est à la source de la croissance de l'inégalité des revenus bruts et disponibles. Mais il faut ajouter une autre dimension : il n'y a pas de lien direct entre inégalité des salaires des employés et inégalité de revenu des familles. Pour faire ce lien, il faut faire intervenir la question de l'emploi ou, plus précisément, de l'accès à l'emploi

L'accès à l'emploi : source d'inégalité

Au-delà du cas de figure des employés à temps plein, il faut tenir compte d'autres situations. On sait que les employés à temps partiel comptent pour environ 20 % de la force de travail, que le taux de participation à la force du travail est de près de 70 % de la population en âge de travailler et, donc, que les données précédentes portent sur environ 55 % de la population en âge de travailler.⁸ Cela signifie que les données sur les salaires, utilisées jusqu'ici, ne peuvent qu'être approximatives, eu égard à l'inégalité des revenus des familles. On se doit de prendre en compte le chômage et le temps partiel, pour avoir une image plus fidèle de la réalité.

⁸ Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 48 et s.

Tableau 1. 4
Part relative de l'emploi à temps partiel
et participation des femmes à ce type d'emploi
selon les pays et types d'économie politique

	Part-time labor as % of total employment			Women's share in part-time employment, 2003
	1983	2003	Change	
Nordic SMEs	17.8	15.6	-2.2	68.4
Denmark	19.2	15.8	-3.4	64.2
Finland	8.4	11.3	2.9	63.5
Norway	28.1*	21.0	-6.9	75.2
Sweden	15.5*	14.1	-1.4	70.8
Continental SMEs	12.3	21.1	8.8	82.0
Austria	8.4	13.6	5.2	87.3
Belgium	9.7	17.7	8.0	81.0
Germany	12.6	19.6	7.0	83.3
Netherlands	18.5	34.5	16.0	76.0
Switzerland		25.1		82.2
LMEs	15.1	20.6	5.5	71.3
Australia	17.5	27.9	10.4	67.2
Canada	16.8	18.8	2.0	68.9
Ireland	7.1	18.1	11.0	72.1
New Zealand	15.3	22.3	7.0	73.3
United Kingdom	18.4	23.3	4.9	77.3
United States	15.4	13.2	-2.2	68.8
France	8.9	12.9	4.0	80.0
Italy	7.8	12.0	4.2	74.7
Japan	17.5	26.0	8.5	66.7

Sources: OECD, *Employment Outlook* (1997), 177-78 and *Employment Outlook* (2004), 224.

Note. Part-time employment usually defined as working fewer than 30 hours per week in the main job. Marked by an asterisk, the Norwegian and Swedish figures for 1983 are based on a earlier data series, which tracks the main OECD series closely for 1990-96.

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 50

Première observation : exception faite de quatre pays, on connaît une croissance remarquable de l'emploi à temps partiel. Il y a beaucoup de variations sur la place relative du temps partiel et le spectre est très large, allant de près de 10 % (Finlande) à 35 % (Pays-Bas). Ici il faut reconnaître que la distribution par types de modèles institutionnels n'est pas très significative. Les femmes sont nettement sur-représentées dans les emplois à temps partiel, et cela est encore plus marqué dans

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » mené en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ).

les pays d'Ésm continental. Ajoutons que l'on peut parler d'une croissance impressionnante du temps partiel en Irlande, en Australie et aux Pays-Bas. D'ailleurs, le « miracle hollandais » n'est pas étranger à ce phénomène du travail féminin à temps partiel.

C'est bien cette expression que l'on utilise (« miracle de l'emploi hollandais ») pour témoigner du fait que la croissance de l'emploi au cours des années 1990 s'est faite essentiellement par le temps partiel et que le temps partiel a été associé à l'augmentation du taux de participation des femmes sur le marché du travail.⁹ Ce genre de choix stratégique n'est pas sans soulever quelques interrogations. Peut-on y voir un partage solidaire des occasions d'emploi raréfiées et/ou une réponse progressive aux conditions sociales de l'emploi féminin ? Ou, tout autrement, peut-on y voir une augmentation de l'emploi précaire et mal payé, accroissant les fossés sociaux ? Ce genre d'interrogation nous mènerait vers des développements trop importants. Pour reprendre notre trajectoire revenons à l'impact du temps partiel sur l'inégalité de la distribution des revenus.

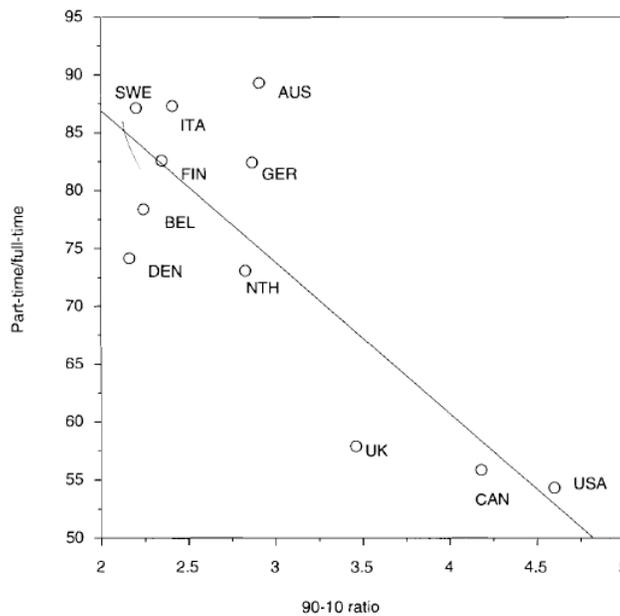
On sait que le salaire horaire de l'emploi à temps partiel est généralement inférieur à celui du temps plein. Mais leurs valeurs relatives sont plutôt concordantes. Lorsqu'on retient la valeur relative du salaire horaire de l'emploi à temps partiel, on constate que les pays, qui ont une faible inégalité des salaires pour le temps plein, ont également un différentiel limité entre le salaire du temps partiel et du plein temps ; l'inverse est également vrai. Cela confirme que le traitement accordé au travail à temps partiel confirme les tendances déjà repérées pour

⁹ Hemerijck, Anton, « Négocier les ajustements de la protection sociale aux Pays-Bas », in *La protection sociale en Europe : le temps des réformes*, Christine Daniel et Bruno Palier (dir.), Paris, Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques; Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, 2001, p. 107-122.

70 *De la pauvreté à l'exclusion sociale : les pouvoirs publics interpellés*
Gérard Boismenu et al., Étude déposée au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, Montréal, Centre d'excellence sur l'Union européenne, Centre de recherche sur la politique et le développement social, janvier 2009, 611 pages.

le plein temps.

Figure 1. 7
Salaire médian des travailleurs à temps partiel en pourcentage du salaire médian des travailleurs à plein temps, en relation avec le ratio d'inégalité, 1995



Correlation: -0.824

Sources: Tables 3.4 and 3.7.

Note: Most recent observations of 90-10 ratios for countries with time series ending prior to 1995.

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 52.

Dit autrement, le traitement du temps partiel se cale dans la structure de rémunération des pays, ce qui accroît l'inégalité des revenus, tout en ne changeant pas la position relative des pays car le temps partiel ne casse pas la logique de la structure de rémunération dans les pays respectifs

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » mené en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ).

Cet aperçu du marché du travail n'épuise pas la question dans son ensemble. Sans traiter de l'action publique en tant que telle, on peut soulever quelques hypothèses avancées pour expliquer les différences repérées. Ce à quoi on va s'appliquer.

La main-d'œuvre hautement qualifiée comme facteur d'inégalité

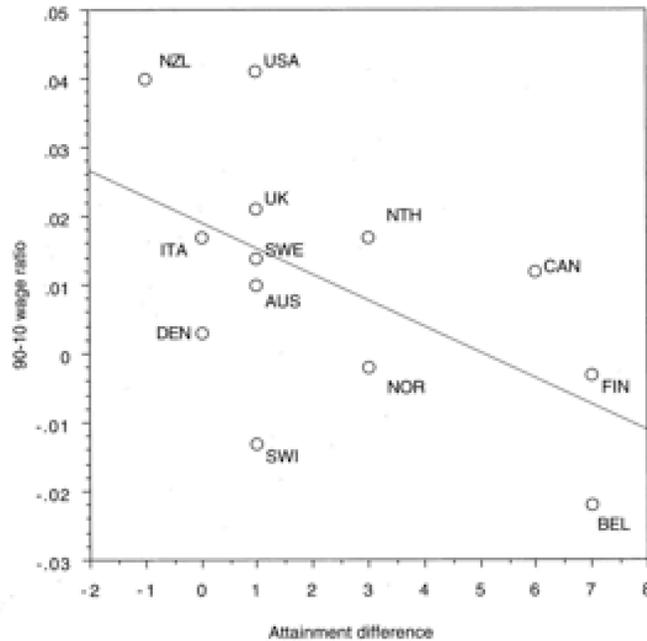
Avec la valorisation de la société du savoir, on peut imaginer une valorisation équivalente de la rémunération pour la population hautement qualifiée. Dans la foulée, on peut proposer que la population hautement qualifiée (en forte demande en raison de l'évolution de l'économie) « commande » des salaires élevés, ce qui aurait pour effet de creuser l'inégalité, surtout en raison de la rareté de cette main-d'œuvre.

L'une des façons de tester cette affirmation, c'est de poser la relation entre l'indice d'inégalité et la différence dans la formation de la main-d'œuvre.

Pour donner une approximation de la différence dans la formation, on a posé la différence, pour l'année 1995, entre la proportion de la population de 25-35 ans ayant une formation universitaire et la proportion de la population de 25-64 ans ayant de même une formation universitaire. Cette mesure a été mise en relation avec le changement annuel moyen du ratio 90/10 depuis 1980. On peut avancer qu'il y a une certaine relation, surtout si on retire de l'échantillon la Suisse. De ce fait, la variable formation hautement qualifiée est certainement pertinente.

Gérard Boismenu et al., étude déposée au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, Montréal, Centre d'excellence sur l'Union européenne, Centre de recherche sur la politique et le développement social, janvier 2009, 611 pages.

Figure 1. 8
Changement annuel moyen des salaires en relation avec le développement de la formation universitaire



Correlation: $-.564$ ($-.678$ without Switzerland)
 Sources: Table 3.4 and OECD, *Education at a Glance* (2004), 73-76.

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 58.

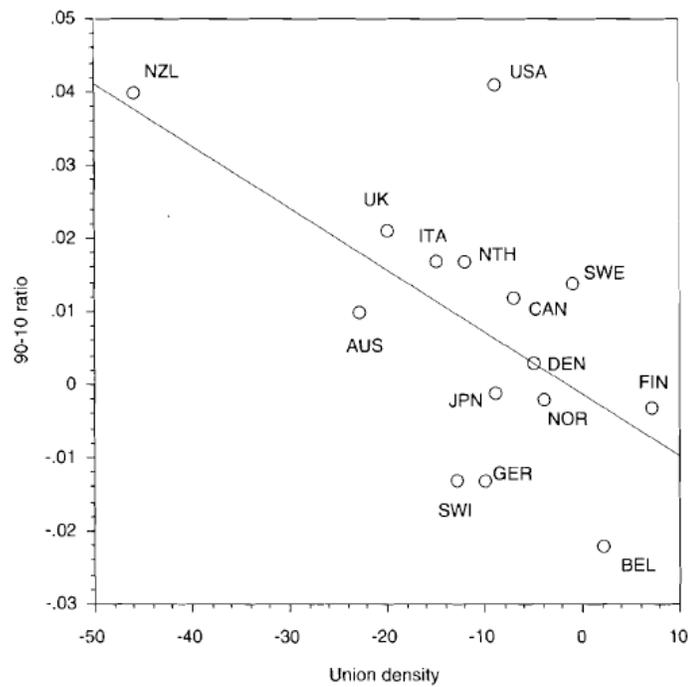
D'autres variables peuvent être mises à l'essai, comme la « variable immigration ». La pertinence et la contribution à l'explication est moins nette.¹⁰

¹⁰ Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 58 et s.

Densité syndicale et taille du secteur public : des variables clés

Il faut cependant insister sur deux variables beaucoup plus « parlantes » dans l'explication de l'inégalité, dont on sait qu'elle est croissante.

Figure 1. 9
Changement annuel moyen du ratio des salaires en relation avec le changement de la densité syndicale, de 1980-2000



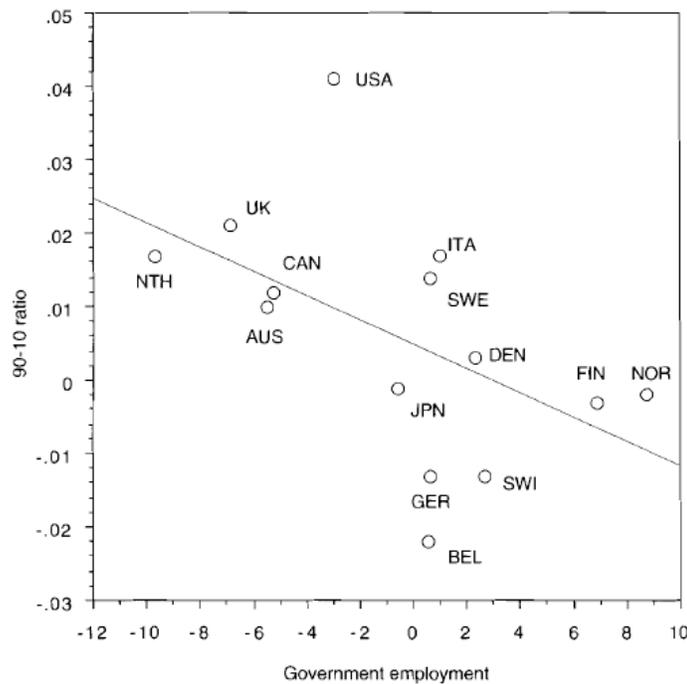
Correlation: -0.592 (-0.708 without the United States)
Sources: Tables 3.4 and 5.2.

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 61.

La variable « densité syndicale » jette un éclairage assez utile. La relation entre l'« indice d'inégalité » et le « changement de la

densité syndicale » est assez solide, surtout si on met à l'écart les États-Unis qui vivent une situation atypique : la faiblesse du mouvement syndical est confirmée depuis plusieurs années.

Figure 1. 10
Changement annuel moyen du ratio d'inégalité des salaires en relation
avec le changement dans la part relative de l'emploi du secteur public,
1980-1995



Correlation: -0.515 (-0.552 without the United States)
Sources: Tables 3.4 and 8.3.

Source : Pontusson, Jonas, *Inequality and prosperity : social Europe vs. liberal America*, N.Y., Cornell University Press, 2005, p. 62

On a également une relation intéressante entre l'inégalité des salaires et le changement de la taille du secteur public.

Ce rapport résulte d'une subvention obtenue du programme Actions concertées du FQRSC, dans le cadre de l'Action concertée « Pauvreté et exclusion sociales » mené en partenariat avec : Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), Fondation Lucie et André Chagnon, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), Société d'habitation du Québec (SHQ).

Le recul du secteur public va de pair avec l'augmentation de l'inégalité des salaires. Cela se comprend aisément car ce secteur d'emploi est généralement syndiqué et promoteur de l'égalité des sexes.

* * *

On peut suggérer une réponse, au moins provisoire, à l'interrogation sur les causes ou sur les facteurs qui sont à l'origine de l'inégalité des ressources. La prise en compte de plusieurs relations entre facteurs dans une perspective comparée permet d'identifier les variables les plus significatives. Il ressort que les éléments les plus porteurs pour comprendre la variation à la hausse de l'inégalité des salaires sont la densité syndicale et la taille du secteur public, associées aux effectifs de personnel hautement qualifié.

Jusqu'à maintenant, on s'est abstenu de parler de l'effet sur l'inégalité de l'action publique, comprise en termes de services et de redistribution. Nous allons y venir dans le chapitre 3, mais auparavant nous allons nous pencher sur la relation non linéaire entre l'inégalité des revenus (ou des ressources) et la pauvreté.